

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 19016 - 74ÈME ANNÉE

50e anniversaire de la CGTR

Appels au rassemblement et à la convergence des luttes

Ce samedi, la CGTR a célébré le 50e anniversaire de sa création. Cette journée a été marquée par la présence à la tribune de Philippe Martinez, secrétaire général de la CGT, et de Gisèle Vidalet, dirigeante de la CGT. Le Parti communiste réunionnais était représenté par Maurice Gironcel, secrétaire général, et Elie Hoarau, président, qui est intervenu. Le président du PCR a de nouveau appelé au rassemblement pour sortir La Réunion de l'impasse de l'intégration, tandis que le secrétaire général de la CGTR a rappelé la mobilisation pour « la convergence des luttes pour un mouvement de résistance », avec une ouverture sur les partis politiques dans le respect de l'indépendance syndicale.

Le 50e anniversaire de la création de la CGTR a été samedi un moment riche en évocations historiques. Ce fut l'occasion de revenir sur les batailles menées par le mouvement progressiste depuis la création d'une industrie sucrière à La Réunion, point de départ de la création d'un prolétariat dont l'action a transformé notre île. Cette journée permit également de rappeler la solidarité de luttes entre travailleurs de La Réunion et de France.

C'est à la mairie de Saint-Denis que cette journée a été organisée. Un lieu chargé d'histoire car c'est là que fut créée en novembre 1947 la Fédération de La Réunion du Parti communiste dont le premier président fut Raymond Vergès, maire de Saint-Denis en 1945, et qui allait devenir 12 ans plus tard le Parti communiste réunionnais.

Des syndicats au CRADS

La journée a commencé par un exposé de Georges-Marie Lépinay sur le contexte de la création de la CGTR. L'ancien secrétaire général de la CGTR a rappelé les différentes luttes qui ont amené à la création des premiers syndicats avant la guerre grâce aux travailleurs du chemin de fer. Il rappela la convergence des luttes qui exista dans les années 1930 pour obtenir l'abolition du statut colonial. Le développement des syndicats dans les plantations, les usines et les industries porta la création de la Fédération réunionnaise du Travail en 1936 puis sa fusion avec le syndicat des fonctionnaires deux ans plus tard pour donner naissance à l'Union départementale des syndicats CGT dirigée par Raymond Vergès. Ce mouvement syndical se dota d'un bras politique avec le Comité républicain d'action démocratique et sociale (CRADS). Les victoires du CRADS aux élections de 1945 aboutirent à l'abolition du statut colonial à La Réunion par la loi du 19 mars 1946. Un CRADS qui

évolua avec la création de la Fédération communiste de La Réunion en 1947, puis du PCR en 1959.

Georges-Marie Lépinay est ensuite revenu sur la période de la répression dans les années 1950-1960. Elles ont coïncidé avec le développement du BTP qui comptait 15.000 travailleurs dans les années 1960, autant qu'aujourd'hui. Et c'est une UD CGT marquée par le poids des travailleurs du Bâtiment qui s'est transformée en CGTR lors d'un congrès organisé le 3 juin 1968 à la Plaine des Palmistes. A peine né, le syndicat dut faire face à la répression, avec la prise d'assaut par les CRS de son siège, à la Cour Basile.

Jean-Raymond Mondon, syndicaliste à l'UNSA et ancien dirigeant de la FEN à La Réunion a mis en évidence les liens entre la CGTR et le syndicalisme enseignant. Il y eut « un long chemin commun entre le SNI devenu FEN et la CGT devenue CGTR », dit-il en substance. Il a rappelé la pétition pour l'égalité sociale dans les années 1980, et soulignait que la FEN faisait la liai-

son entre les syndicats qui n'arrivaient pas à s'entendre.

Il souligna qu'« explorer notre histoire, c'est prendre des points d'appui ». Ce qui permet de rappeler les luttes qu'il a fallu mener pour obtenir les acquis sociaux d'aujourd'hui. Il conclut en rendant « hommage à toutes les « petites mains » qui ont œuvré pour le développement de La Réunion ».

Mario Serviabile a présenté un exposé sur le rôle de la franc-maçonnerie dans le syndicalisme à La Réunion. Il souligne que tout le débat sur la départementalisation de La Réunion s'est déroulé depuis 1895 dans la Loge de l'Amitié. Cette loge a œuvré pour organiser les travailleurs.

Henri Vavasseur, père du syndicalisme à La Réunion, était franc-maçon. En 1912, il regroupe des travailleurs de Saint-Paul, ils déposent ensuite les statuts du syndicat à la préfecture avant de se rendre à la Loge de l'Amitié. Cela explique pourquoi la plupart des dirigeants de l'UD CGT était franc-maçons. « Le capitalisme semble immuable, c'est pour cela que le combat doit continuer contre tous les pouvoirs qui empêchent la dignité de l'homme », conclut Mario Serviabile.

Dominique Rivière a pour sa part rappelé les liens entre la Ligue des droits de l'Homme et le syndicalisme. 2018 marque le 120e anniversaire de la LDH créée en France à l'occasion de l'Affaire Dreyfus. Elle s'est implantée en 1905 à La Réunion et comptait 250 membres en 1938. Parmi eux se trouvaient tous les dirigeants des syndicats. La LDH était alors le porte-parole des syndicats.

Élie Hoarau, président du PCR a rappelé la situation sociale de La Réunion au moment de la création des syndicats. C'était alors un pays dominé par l'industrie sucrière, à l'origine de la création d'un important prolétariat. Ce prolétariat subissait la violence de l'exploitation coloniale. Il s'est organisé et a obtenu le soutien d'intellectuels et de communistes. Élie Hoarau rappelle que pendant longtemps, il

était courant que le syndicaliste soit un communiste, et des dirigeants communistes étaient à la tête de la CGTR. Le président du PCR salue le travail de Bruny Payet « qui avant d'être secrétaire général de la CGTR était un dirigeant communiste connu et respecté ».

« La création de la CGTR était une étape importante dans la démocratie syndicale et citoyenne », poursuit le président du PCR, « la CGTR a considéré que nous sommes un peuple, et elle a mené des actions d'émancipation notamment dans le domaine culturel ». Aux côtés du PCR, du FJAR et de l'UFR, la CGTR a mené le combat pour la célébration du 20 décembre. « L'intégration ne nous permet pas de régler les problèmes actuels et à venir : changement climatique, mondialisation capitaliste et démographie », ajoute Élie Hoarau. « Nous devons trouver ici des solutions en nous mettant d'accord entre nous, se rassembler pour faire ensemble un projet », ajoute-t-il. Pour le PCR, « plus que jamais, il faut aller vers l'émancipation, avoir plus de responsabilité. A nous de prendre nos responsabilités, et de transcender tout ce qui nous différencie ».

Huguette Bello a pour sa part évoqué les combats partagés par l'UFR et la CGTR, et a rendu hommage à Clélie Gamaleya. Elle a conclu son intervention par une charge contre la politique du gouvernement.

« Nous lever et combattre »

L'après-midi s'est poursuivie par des témoignages de syndicalistes avant les discours de conclusion des deux dirigeants de la CGT et de la CGTR. Philippe Martinez a souligné les conséquences des attaques du gouvernement contre les conquêtes sociales. Il a également montré l'amplification de la répression contre les actes de résistance des syndicats. Il met aussi en évidence un monde du travail qui se transforme avec une multitude de statuts. Le travail intérimaire se développe, avec des salariés pré-

caires qui regardent chaque matin leur téléphone pour savoir s'ils seront employé ce jour-là. Ceci amène à réfléchir sur la manière d'intégrer ces nouveaux types de travailleurs dans le syndicat.

« Ce sont trop souvent les travailleurs qui viennent nous voir. Si on allait les voir pour leur dire qu'ils ont toute leur place dans la CGT, dans la CGTR, alors le nombre d'adhérents augmentera », a-il dit.

Ivan Hoareau, secrétaire général a conclu la journée en soulignant l'attaque sans précédent contre le monde du travail menée par ce gouvernement. C'est la marche vers « le démantèlement du service public ».

Pour le secteur privé, « la flexisécurité est un leurre ». « En prenant appui sur la loi El-Khomri, Macron est allé plus loin », poursuit le secrétaire général de la CGTR. « C'est la décentralisation du niveau de négociation vers l'entreprise, là où le rapport de forces est le plus défavorable au travailleur ». Ces lois sont un « champ ouvert pour l'arbitraire patronal ». « Le syndicalisme est dans le viseur du gouvernement, il nous faut nous lever et combattre », ajoute Ivan Hoareau, « l'année 2018 sera extrêmement difficile, avec l'aggravation de la pauvreté et des inégalités ». L'objectif de la CGTR est de travailler à « la convergence des luttes pour un mouvement de résistance », avec une ouverture sur les partis politiques dans le respect de l'indépendance syndicale. La CGTR a proposé une plate-forme à laquelle 8 organisations syndicales ont répondu. Le secrétaire général de la CGTR conclut son discours par un message de solidarité à destination des cheminots en lutte.

La célébration du 50e anniversaire de la CGTR s'est achevée au son de l'Internationale entonnée par Denis Irouva.

M.M.

Edito

Les sommets du G7 et de l'OCS sont terminés. Trump et Kim entrent en scène mardi

Trump a refusé de signer la déclaration finale du G7. C'était l'une de nos hypothèses. Il continuera de taxer ; ce sera bientôt l'automobile, après l'aluminium et l'acier. On n'a plus revu les dessous diplomatiques de Macron. Ce dernier rentre bredouille.

Au G7, tout le monde attendait Trump au tournant. Macron et Trudeau avaient miné son arrivée par des déclarations belliqueuses. Il est arrivé en retard et il est reparti avant la clôture. Il avait un alibi en or pour s'éclipser : la rencontre avec Kim Jung Un. En clair, il a dicté à ses amis son calendrier et a bousculé le bel ordonnancement du sommet. Le président américain s'est montré inflexible sur les taxations qu'il a imposées depuis le 1er juin et s'est montré menaçant vis-à-vis de ses amis qui seraient tenter de prendre des mesures de rétorsions. Pour la première fois, il a donné un sens précis à sa politique : «Les États-Unis ont été exploités pendant des décennies, on ne peut pas continuer ainsi». On peut donc penser qu'il a pris la décision d'assainir les dépenses de son pays qui vit sur une dette de 20 000 milliards de dollars. Pour y arriver, il a besoin de renouer avec Poutine, un homme qui l'a toujours respecté. Insidieusement, il a fixé le prochain objectif du G7 : ce sera avec Poutine.

A l'autre bout de la planète, Poutine recevait l'insigne de l'Amitié des mains de Xi et passait de bons moments à fabriquer des spécialités culinaires chinoises, à Tianjin, ville moderne et port d'entrée de Beijing. Les 2 dirigeants ont dû commenter le G7 et l'opération de séduction de

Trump. A tous points de vue, c'était une mise en bouche avant le copieux menu de l'OCS qui s'est tenu sur la presqu'île de Qingdao qui fait face à Tianjin. Et quand Trump déclare qu'il est fatigué de voir son pays exploité, Xi Jinping a dû sourire. En effet, la Chine a été attaquée militairement et occupée durant plus d'un siècle par ces pays qui composent le G7. L'invasion japonaise a été la plus atroce. Tianjin été colonisé et exploité par la France et Qingdao par l'Allemagne. La célèbre bière "Tsingtao" vient de là. La Chine va en profiter pour accélérer la négociation sur les taxes douanières.

Confronté à la sérénité de l'OCS, comme pôle de sécurité et de prospérité, et le tumulte au G7, Trump est contraint à une réussite avec Kim. Il évoque l'hypothèse d'un échec comme pour exorciser le mal. Son départ précipité pourrait aussi signifier qu'il doit encore valider le travail des négociateurs. Kim est déjà sur place. Les choses sérieuses se passent généralement en coulisse. Si l'on tient compte des confidences du président du Nord à son homologue du Sud sur ses retards en infrastructures, le processus de Paix sur la péninsule pourrait conduire à un important volet d'investissements. Nul doute que Singapour va se positionner fortement.

Ary Yee Chong Tchi Kan

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
71e année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany
Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ;
1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

Rédaction

TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail : redaction@temoignages.re

SITE web : www.temoignages.re

Administration

TÉL. : 0262 55 21 21

Publicité : publicite@temoignages.re

CPPAP : 0916Y92433

50e anniversaire de la CGTR

Élie Hoarau : « A nous de prendre nos responsabilités »

Président du PCR, Élie Hoarau est intervenu samedi à l'occasion du 50e anniversaire de la création de la CGTR.

Elie Hoarau, président du PCR, est tout d'abord revenu sur les raisons de la création d'une industrie à La Réunion. L'indépendance de Haïti entraîna pour la France la perte de Saint-Domingue, la colonie qui produisait le plus de sucre. C'est alors que la décision fut prise de développer l'industrie sucrière à La Réunion. Cela a nécessité d'importants besoins en main d'oeuvre, avec « l'arrivée de nos frères et sœurs malbars ». Cela amena la création d'un prolétariat composé de travailleurs des plantations, d'ouvriers d'usine, de cheminots et de dockers. Ce prolétariat subissait la violence de l'exploitation coloniale. Il s'est organisé et a obtenu le soutien d'intellectuels et de communistes. Elie Hoarau rappelle que pendant longtemps, il était courant que le syndicaliste soit un communiste, et des dirigeants communistes étaient à la tête de la CGTR. Le président du PCR salue le travail de Bruny Payet « qui avant d'être secrétaire général de la CGTR était un dirigeant communiste connu et respecté ».

Emancipation

Elie Hoarau rappelle également qu'en 1968, année de création de la CGTR, le PCR a contribué à toute l'agitation des syndicats en allant faire débrayer sur les chantiers. Et quand Elie Hoarau a été élu, il continuait à aller sur les chantiers pour soutenir les appels de la CGTR.

« La création de la CGTR était une étape importante dans la démocra-



Elie Hoarau au 50e anniversaire de la CGTR.

tie syndicale et citoyenne », poursuit le président du PCR, « la CGTR a considéré que nous sommes un peuple, et elle a mené des actions d'émancipation notamment dans le domaine culturel ». Aux côtés du PCR, du FJAR et de l'UFR, la CGTR a mené le combat pour la célébration du 20 décembre.

Le responsable communiste souligne également que « quand les cégétistes de La Réunion ont voulu leur propre organisation, ils ont eu le soutien de la CGT ». « Il fallait donner aux syndicalistes les moyens de diriger leurs affaires », précise Elie Hoarau, la création de la CGTR « est un acte de solidarité de la CGT vis-à-vis d'un peuple qui demande son émancipation ».

Il salue la persévérance de la CGTR qui « ne baisse jamais les bras ». Les conditions de la lutte ont pourtant bien changé, car « il y a 50 ans, il n'y avait pas de chômage à La Réunion » et aujourd'hui

notre île bat des records de chômage.

« Transcender tout ce qui nous différencie »

« Les gouvernements font des lois pour essayer de rattraper cela, mais nous sommes arrivés à la fin d'un cycle, celui de l'intégration ».

« L'intégration ne nous permet pas de régler les problèmes actuels et à venir : changement climatique, mondialisation capitaliste et démographie », ajoute Elie Hoarau. « Nous devons trouver ici des solutions en nous mettant d'accord entre nous, se rassembler pour faire ensemble un projet », ajoute-t-il. Pour le PCR, « plus que jamais, il faut aller vers l'émancipation, avoir plus de responsabilité. A nous de prendre nos responsabilités, et de transcender tout ce qui nous différencie ».

« L'exploitation continue », ajoute le dirigeant communiste. 66 % de la valeur ajoutée part dans les mains des actionnaires, 28 % va à l'investissement et seulement 5 % est destinée aux travailleurs qui créent la richesse. « Qui ose dire que la lutte de classe est finie ? », notamment face à un gouvernement qui attaque les travailleurs. Pour Elie Hoarau, le mot d'ordre de mai 68, « ce n'est qu'un début, il faut continuer la lutte », est plus que jamais d'actualité.

CGT et CGTR mobilisées contre des attaques sans précédent

L'après-midi s'est poursuivie par des témoignages de syndicalistes avant les discours de conclusion des deux dirigeants de la CGT et de la CGTR.



Georges-Marie Lépinay, Ivan Hoareau, Jacky Balmine, Philippe Martinez et Gisèle Vidalet.

Philippe Martinez, secrétaire général de la CGT, a souligné les conséquences des attaques du gouvernement contre les conquêtes sociales. Il a également montré l'amplification de la répression contre les actes de résistance des syndicats. Il met aussi en évidence un monde du travail qui se transforme avec une multitude de statuts. Le travail intérimaire se développe, avec des salariés précaires qui regardent chaque matin leur téléphone pour savoir s'ils seront employés ce jour-là. Ceci amène à réfléchir sur la manière d'intégrer ces nouveaux types de travailleurs dans le syndicat.

« Ce sont trop souvent les travailleurs qui viennent nous voir. Si on allait les voir pour leur dire

qu'ils ont toute leur place dans la CGT, dans la CGTR, alors le nombre d'adhérents augmentera », a-il dit.

Ivan Hoareau a conclu la journée par un discours revenant sur les luttes menées ces dernières années. Il a souligné le « rôle moteur » de la CGTR dans le COSPAR et a rappelé qu'« aucune mobilisation d'ampleur ne se fait sans la CGTR ». « Le but reste de dépasser le capitalisme, la lutte des classes est toujours là. Les mutations du salariat et la puissance de la finance ne doivent pas mettre au placard l'analyse ».

Ivan Hoareau constate également l'attaque sans précédent contre le monde du travail menée par ce gouvernement. C'est la marche vers « le démantèlement du service public ».

Pour le secteur privé, « la flexisécu-

rité est un leurre ». « En prenant appui sur la loi El-Khomri, Macron est allé plus loin », poursuit le secrétaire général de la CGTR. « C'est la décentralisation du niveau de négociation vers l'entreprise, là où le rapport de forces est le plus défavorable au travailleur ». Ces lois sont un « champ ouvert pour l'arbitraire patronal », avec des préjugés de classe comme celui qui considère que le chômeur est responsable de son chômage. L'évolution de la formation vise à répondre maintenant aux choix à court-terme de l'entreprise.

« Le syndicalisme est dans le viseur du gouvernement, il nous faut nous lever et combattre », ajoute Ivan Hoareau, « l'année 2018 sera extrêmement difficile, avec l'aggravation de la pauvreté et des inégalités ». L'objectif de la CGTR est de travailler à « la convergence des luttes pour un mouvement de résistance », avec une ouverture sur les partis politiques dans le respect de l'indépendance syndicale. La CGTR a proposé une plateforme à laquelle 8 organisations syndicales ont répondu. Le secrétaire général de la CGTR conclut son discours par un message de solidarité à destination des cheminots en lutte.

In kozman pou la rout

« Kroi moityé sak ou i oi, kroi pa ditou sak ou i antann »

Kan i di azot sa in provèrb kréol, sa lé vré pou vréman. Mi pans pa sa in kozman La Rényon, pars isi La Rényon ni kroi mèm bann la-di, la-fé. Mi pans sirtou in kozman konmsa i invite aou a méfyé, kisoï sak ou i oi-sansa ou i kroi ou i oi !-kisoï sak ou i antan-antouléka sak ou i kroi ou i antann. Tribinal i di toultan : in témoin ? Dizon ou la poin témoin. Si ou néna in témoin, i fo ankòr la pèsonè ou l'aprè akizé i rokoné son tor. Tousala pou di azot i fo ni méfyé nout sink sans. Ou lé zamé sir san pour san sak ou i oi, sak ou i antann, sak ou i santi, sak ou i touth, sak ou i goute. Alé ! Mi kite azot rofléshi la dsi é ni artrouv pli d'van. Sipétadyé !

Oté

Kosa lo pèp i domann ? Bouzaron plin épi l'amizman ?

Néna désèrtin moun na lo pouvoir i pans konmsa. Zot i pans, inn foi demoun lo bouzaron lé plin, épi néna l'amizman lo pouvoir néna la pé : la pé pou kontinyé rann pli rish sak lé déza pli rish, pèz atèr sak lé déza atèr sansa ankor pli mové pèz atèr sak lé déza pli ba k'la tèr.

Moin la vi dsi internet in krobar-i paré sé konmsa i fo di sa-in karikatir si zot i vé. Néna dé bononm dosi : inn sé lo prézidan Macron é l'ot son promyé minis. Lé dé i fé l'èr zot lé kontan. Mi dispans azot lo tèks néna dan la bul pars konm k'i diré tèks-la lé in pé éspésyal. Pou kosa zot lé kontan ? Pars katorz zyin i sava arivé é avèk lo katorz néna galman lo komansman la koup di mond football é kan néna i paré sré lo lokazyon pou pran tout z'ot désizyon pou fé pass z'ot mové konplo. Donk la koup di mond football sré lo lokazyon pou avans dsi la rout moin la mark an-o la.

I parétre, mé sa moin lé pa sir, lo prézidan bann patron la donn gouvèrnman tout in katalog bann mézir li vé gouvèrnman i pran-vitman vitman - pou kontant bann rish.

Mé moin lé a d'mandé si lo pèp lé vréman kontan avèk sak moin la mark an-o la. Akoz in pé i yèmré pa la kultur an plis ? Akoz in pé i yèm ré pa sinploman gingn in boulo-donn kréol travaye ! Sa la pa in mo d'ord la CGTR la trouvé é néna in kantité d'moun lé dakor avèk sa é alon pa obliy sé zour isi la CGTR fète son sinkantan. Akoz in pé i yèmré pa sinploman avoir la dignité an plis, épi la libèrté, épi la rokonésans z'ot rol dann la sosyété ?

Akoz in pé i yèmré pa sinploman la révolisyon ? Oui, la révolisyon, kékshoz i pé ranvèrs l'ord ansien. Nout kamarad Denis Irouva i shant pa dann bann défilé : « Le monde va changer de base, nous ne sommes rien, soyons tout. ». Ala in n'afèr pou réklamé ! Zot i pans pa ? Ala in n'afèr demoun i pé réklamé, mèm si néna la koup di mond football.

Moin, pèrsonèl, moin noré in kantité z'afèr an plis ké sak banna i ofèr amoin pou moin réklamé. In l'èr pli pur, in l'anvironeman pli korèk, in sistèm santé pli valab, la bone mizik, l'umour, l'amour-akoz pa !- mé mi pans nout sosyété lé si tèlman inzis ké li anpèsh amoin an avoir sak mi vé an avoir. Mi pans zot osi i doizète dann in ka konmsa. Mé pétète mi tronp in pé, mé pa bonpé kant mèm.

Nb Panem et circenses (dopain épi bann zé) konm bann romin l'antikité té i di.

Justin